

28.08.19 : Approche de la réforme : attention à la retraite !

Avant les grèves et mobilisations prévues en septembre, le président Macron s'est dépêché de déminer le dossier des retraites, pour ne pas à avoir affronter un nouveau front social.

Mais est-ce gagné ? Pas si sûr.

Car un peu plus d'un mois après le rapport du haut-commissaire Jean-Paul Delevoye, qui préconisait un recul de l'âge de la retraite de 62 à 64 ans, Macron affiche maintenant sa préférence pour une retraite universelle sur la durée de cotisations, qui pourrait être allongée pour équilibrer le système. Certainement pour faire plaisir à la CFDT qui y est favorable.

Que vont-ils nous préparer ? selon un proche du président, la démarche de ce dernier ne va pas "contre les gens" car le président ne veut pas se les mettre à dos.

C'est pourquoi, la concertation à venir sur ce dossier brûlant ressemblerait au grand débat. Autant dire pas de changement, toujours le même enfumage ; le même arbitrage, même si les hautes sphères ne veulent plus de ce mot.

Mais au fait, que préconisait vraiment le rapport Delevoye ? comme en moyenne le départ en retraite est de 63 ans en France, il envisageait un âge de départ à 62 ans et de pénaliser d'une décote de 5% par année tous les actifs qui solderaient leur pension avant 64 ans, âge où la retraite serait touchée à taux plein.

Mais ce taux plein pose problème car certains corps de métiers comme les ouvriers ou les employés peuvent faire valoir un taux plein à 62 ans pour avoir commencé avant 20 ans, tandis que d'autres, ayant fait de plus longues études, doivent faire valoir leur taux plein à 64 ans au minimum. Et les jeunes durement touchés par le chômage voient l'âge de commencement de cotisations reculer.

Encore une fois, l'équité n'est pas au rendez-vous, et ce système serait incompatible avec la retraite à points qui est encore dans les cartons élyséens.

Sujet d'autant plus épineux car le système doit être équilibré en 2025, et le ratio entre actifs et retraités s'érode défavorablement de 1,7 en 2019 à 1,3 en 2070...

Au final, le rapport Delevoye n'a servi à rien puisque l'Élysée a tranché... pardon préféré un autre système pour faire les yeux doux à la CFDT.

Espérons que la concertation prévue par l'Élysée ne soit pas encore que de la com, sinon le retour de bâton avec le spectre réel du retour des gilets jaunes sera terrible.

26.08.19 : Visite du ministre iranien à Biarritz en marge du G7

Dimanche 25 août, Javad Zarif, le chef de la diplomatie iranienne est arrivé à Biarritz où il a rencontré le président Macron dans les bureaux du maire pendant moins de 3 heures.

Cette réunion franco-iranienne, signalée la veille au soir lors du premier dîner des chefs d'États et de gouvernements, n'intervient pas dans le cadre du G7.

Par cette action, Macron joue la carte de la détente entre Washington et Téhéran... loin d'arriver à la cheville du général de Gaulle qui, lui, la pratiquait avec brio.

L'Europe essaie de convaincre le président des États-Unis, Donald Trump, de sauver l'accord sur le nucléaire, qu'il a déchiré en mai 2018.

Quel est le résultat de cette rencontre ? nul.

L'Iranien juge "le chemin difficile" mais que "ça vaut la peine d'essayer" ; le français juge les "discussions positives."

Macron a voulu imposer à Trump de dialoguer avec l'Iranien, mais c'est un échec. Il a également voulu nous faire croire à une visite non organisée alors que ¼ de la ville était bouclée...

De la com, encore et toujours.

24.08.19 : Feux en Amazonie : opération communication élyséenne !

Depuis le 21 août, la plus gigantesque forêt tropicale au monde, l'Amazonie, d'une taille de 5,5 millions de km², est en proie aux flammes.

Le ministre brésilien de l'Environnement a affirmé que ces feux sont causés par la sécheresse, le vent...

Mais souvenons-nous que le président brésilien Jair Bolsonaro veut davantage exploiter l'Amazonie, qui emmagasine 90 à 140 milliards de tonnes de CO₂, ce qui contribue à réguler le réchauffement climatique dans le monde.

Rappelons que les feux en Amazonie ont toujours existé avec l'agriculture sur brûlis.

Mais ceux actuels sont causés par le phénomène de déforestation, l'exploitation industrielle. Ces activités mettent en péril l'écosystème. Sans Amazonie, l'Amérique du Sud ne serait qu'un désert.

Le G7 a été animé par cette actualité.

Une passe d'armes a eu lieu entre Macron et Bolsonaro.

Macron s'est offusqué de ces incendies, reprenant les mots de Jacques Chirac "notre maison brûle".

Bolsonaro a répliqué en disant que c'est un problème interne au Brésil.

Mais l'environnement concerne tout le monde.

Macron a vilipendé son homologue brésilien en l'accusant d'écocide en Amazonie.

Mais en France aussi, avec la disparition de terres agricoles face à l'artificialisation et l'accaparement...

De plus, le président Macron lui reprochant de ne pas respecter ses engagements climatiques, a suspendu le Mercosur, ce qui a valu les critiques et oppositions de l'Angleterre et de son premier ministre qui parle d'ingérence ; de l'Allemagne et de l'Espagne qui se targue d'avoir fait grandir ce traité de libre-échange. Quant à l'Irlande et la Pologne, elles sont du côté de la France, ces trois pays craignant la concurrence déloyale des pays d'Amérique du Sud.

Devons-nous nous féliciter de la position de Macron ? pas tout à fait.

Ce n'est qu'un coup de com, Macron se veut défenseur de la souveraineté de la France, c'est un leurre.

Un président qui ne cesse de se baisser devant l'Allemagne et son industrie, qui ne remet pas en cause les importations de soja OGM américain. Un président qui avant de l'être, était un ministre de l'économie qui a bradé nos fleurons industriels (*aéroport de Toulouse aux Chinois, le transporteur Norbert Dentressangle aux Américains, Alstom...*)

Finalement Macron a voulu faire un coup de communication avant le G7 en ne mesurant pas les conséquences de ses mots et de l'escalade que ça entraînerait avec Bolsonaro.

16.08.19 : Commémorations sincères du 15 août... ou mépris organisé ?

Le président de la République, Emmanuel Macron, s'est rendu à la nécropole de Boulouris dans le Var pour commémorer le 75ème anniversaire du débarquement de Provence, un débarquement franco-américain qui permit à la France de revenir davantage dans le concert des Nations.

Cette nécropole fut inaugurée le 15 août 1964 par le général De Gaulle. Y sont regroupés les corps de 464 combattants de toutes origines et de toutes confessions, appartenant à la 1ère armée française (1ère DFL) commandée par le général de Lattre de Tassigny, tués au cours du débarquement de Provence.

Ceci dit, quel message politique est lancé derrière ? pas très clair...

D'abord, soulignons le fait que le Président ait demandé aux maires de France de (re)baptiser des rues avec des noms de tirailleurs sénégalais...

Mais pourquoi ne pas le faire pour tous les combattants des autres Nations ; de la France Libre ; les résistants... en somme, tous ceux qui combattirent au péril de leur vie pour rendre à l'Europe sa liberté ?

Ne verrait-on pas ici une quête d'un hypothétique regain de popularité et de quelques voix électorales ?

Cette même question pourrait se poser aussi sur le rapprochement qu'entreprend le Président avec l'un de ses prédécesseurs, Nicolas Sarkozy.

Que manigancent-ils ? préparent-ils le terrain pour la réélection de Macron dans une hypothétique confrontation face à Le Pen en 2022 ? c'est en tout cas le piège qui semble s'amorcer.

Notons également que le gouvernement n'a pas envoyé un seul représentant pour le 250ème anniversaire de la naissance de Napoléon Bonaparte à Ajaccio. Cet homme, ce professeur d'énergie, cette légende, est pourtant une part indélébile de notre pays.

Cette commémoration, ce 15 août, ressemblait plus à du je-m'en-foutisme qu'à un réel hommage à nos Hommes qui ont sacrifié leur vie pour notre avenir et ont forgé l'Histoire de France !

13.08.19 : Madame Schiappa prouve... son incompetence...

Samedi 10 août, l'homme d'affaires Jeffrey Epstein est décédé en prison.

Accusé de multiples accusations d'abus sexuels sur mineurs aux États-Unis, son procès devait avoir lieu en 2020.

Les enquêtes sont toujours en cours sur les éventuelles ramifications et cela pourrait concerner la France...

Mais quels rapports avec la France ?

Epstein avait une luxueuse résidence située au 22, avenue Foch à Paris. Dans son répertoire ont été retrouvées des personnes de nationalité française, mais aussi saoudienne et mexicaine.

Les secrétaires d'État Marlène Schiappa et Adrien Taquet, ont déclaré hier dans un communiqué : « *L'enquête américaine a mis en lumière des liens avec la France. Il nous semble ainsi fondamental, pour les victimes, qu'une enquête soit ouverte en France afin que toute la lumière soit faite.* »

Madame Belloubet a recadré ses collègues pour leur dire qu'il fallait laisser le cours de la justice se faire.

Madame Schiappa ne perd jamais une occasion pour tirer la couverture vers elle !

Dès le 23 juillet, l'association « Innocence en danger » avait fait un signalement au Parquet.

Il était inutile de venir fourrer son nez dans cette affaire judiciaire...

08.08.19 : Un élu de la République est mort

Jean-Mathieu Michel, maire de Signes (Var) depuis 1983 a été tué lundi dernier.

Il a aperçu des hommes en train de déverser des gravats sur un chemin privé, près du circuit Paul Ricard. Le maire s'est arrêté et leur a ordonné de recharger leurs gravats dans le fourgon. Ordre respecté mais les individus ont percuté le maire avec leur véhicule en repartant. Accidentellement ? l'instruction nous le dira. En effet, les individus, ouvriers du bâtiment, ont été placés en garde à vue et le conducteur mis en examen pour homicide involontaire.

Mais ce terrible drame conduit à dire que l'autorité des élus de la République n'est plus respectée.

Le « Grand débat national » devait permettre de redonner un sens à la fonction de maire, celui de porter la parole de ses concitoyens à travers les cahiers de doléances. Mais le pouvoir exécutif s'est « assis » sur ces cahiers, accroissant la fracture territoriale que subissent nos concitoyens.

Cette même fracture sociale, au nom de laquelle certains en profitent pour commettre les pires atrocités.

Redonnons aux maires de nos territoires ruraux le pouvoir de faire régner l'ordre. Ne négligeons plus nos territoires, ne laissons pas la chienlit s'établir !

06.08.19 : Notre-Dame : les autorités en face de leurs responsabilités

Plus de trois mois après le terrible incendie de Notre-Dame de Paris qui a ravagé toute sa charpente, la cathédrale fait encore parler d'elle.

Après une enquête qui semble avoir déterminé les causes de l'incendie (*dysfonctionnement électrique, cigarette mal consumée*), voici un autre phénomène tout aussi embarrassant : 400 tonnes de plomb se seraient volatilisées dans l'air et l'île de la Cité est particulièrement visée.

Pour Annie Thébaud-Mony, directrice à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), ces tonnes représentent « *presque 4 fois les émissions de plomb diffusées sur la France en une année* ».

Les autorités sont donc en face de leurs contradictions... elles appellent à reconstruire la cathédrale, sans prendre en compte la gravité du plomb émis dans l'air, qui est l'équivalent de l'amiante en termes de toxicité.

Nous soutenons la demande de Madame Thébaud-Mony sur le fait d'installer un centre de suivi à l'Hôtel-Dieu. Le quartier a été trop vite rouvert, il fallait évaluer la situation. Mais les autorités ont trop soif du projet de métamorphose (*dans les cartons depuis plusieurs années*) sur l'île de la Cité...

Notre-Dame doit être confinée et le quartier avec.

S'agirait-il d'une crise sanitaire à l'image de celle engendrée par Tchernobyl ? cela y ressemble fortement. Le ministre de la culture, Franck Riester, n'a pas fait consciencieusement son travail, lui qui est en charge de notre patrimoine, de nos monuments historiques riches de sens. De même que le gouvernement d'Édouard Philippe n'a pas été plus qualifié pour évaluer les risques sanitaires après cet incendie.

Le gouvernement a fait montre d'une négligence absolue, en sollicitant de tous l'effort de reconstruire la cathédrale et en faisant fi des risques sanitaires présents.

Les autorités doivent prendre rapidement leurs responsabilités et se mettre en face de leur incompétence. Il n'y a plus une faute à commettre, c'est le moment de d'agir !